

### **III- ANNEXES**

- 1- La délibération du conseil municipal de la commune de Saint-Denis du 23 juin 2022 n° 22/4-023, autorisant le maire à solliciter Le Préfet pour engager la procédure de DUP.
- 2- Le courrier de la demande de la Maire de la commune de Saint-Denis du 9 août 2022 accompagnant le dossier de présentation au Préfet de La Réunion sollicitant l'ouverture d'une enquête publique.
- 3- L'arrêté n°2023-1539/SG/SCOPP/BCPE du 24 juillet 2023, du préfet de La Réunion prescrivant l'ouverture et l'organisation d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique des acquisitions et travaux nécessaires au projet de réalisation de la maison de fraternité et inclusion sociale (MFIS) avec reconstruction et regroupement de l'hébergement.
- 4- Décision n° E23000017/97 en date du 13/07/2023 Le Président du Tribunal administratif de La Réunion procédant à la nomination du commissaire enquêteur.
- 5- Avis de publication dans le journal de l'île de La Réunion les 18 et 28 août 2023
- 6- Avis de publication dans le quotidien de La Réunion les 18 et 28 août 2023
- 7- Certificat d'affichage du maire de la commune de Saint-Denis
- 8- Procès-verbal de synthèse du 15 septembre 2023
- 9- Courrier de réponse du Maitre d'ouvrage au procès-verbal de synthèse



**COMMUNE DE SAINT-DENIS**  
**DGA VE / DPF Plan SIG**

**CONSEIL MUNICIPAL**  
**Séance du jeudi 23 juin 2022**  
**Rapport n° 22/4-023**

**OBJET**      **Projet de Renouvellement urbain Nord-Est Littoral (PRUNEL)**  
Enquête préalable à la Déclaration d'Utilité publique (DUP)  
Maison de la Fraternité et de l'Inclusion sociale

---

Situées sur le périmètre du PRUNEL, au sein de la ruelle Turpin, deux structures d'accueil aux personnes sans domicile fixe sont gérées par le Centre communal d'Action sociale (CCAS) :

- la Maison de la Fraternité et de l'Inclusion sociale qui consiste en un accueil de jour,
- un abri de nuit.

Dans une volonté de résoudre divers dysfonctionnements au sein de ces structures, la commune de Saint-Denis a décidé de regrouper ces deux entités afin de pouvoir améliorer l'état des bâtiments et leur fonctionnement, ce qui permettra de faire face aux besoins croissants d'accueil du public.

La maîtrise foncière du terrain d'assiette nécessaire à la réalisation de ce projet est en cours, notamment par un portage d'acquisition foncière par l'Établissement public foncier de la Réunion (ÉPFR), sur les parcelles mitoyennes appartenant à la Société immobilière du département de la Réunion (SIDR).

Les parcelles AP 212 et 213, en l'état de friches non entretenues, restent à ce jour à maîtriser pour l'aboutissement de ce projet.

Le dernier propriétaire connu de ces parcelles est Monsieur MARVILLE Pierre.

Face à la difficulté d'identification des ayants droits de ces terrains, et afin de permettre la restructuration et le regroupement des centres d'hébergement gérés par le CCAS de Saint-Denis, la Déclaration d'Utilité publique (DUP) doit être sollicitée sur ces deux parcelles AP 212 et 213 ; cet ouvrage public serait réalisé dans le respect de l'Emplacement réservé (ER) n° 506 inscrit au Plan local d'Urbanisme (PLU).

Conformément à l'article R. 112-4 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, un dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité publique (DUP) a été constitué en vue de permettre au préfet de prononcer l'utilité publique du projet.

Ce dossier en vue de l'ouverture de l'enquête préalable à la DUP, joint en annexe, comprend :

- les informations administratives et juridiques,
- la notice explicative,
- un plan de situation,
- le plan de périmètre de la DUP,
- les caractéristiques principales des ouvrages,
- l'estimation sommaire des dépenses,
- les pièces annexes.

Afin de permettre la réalisation de ce projet d'utilité publique, au vu de ces éléments, je vous demande :

- d'approuver le lancement de la procédure d'expropriation pour la réalisation du projet concerné, sur une partie du périmètre de l'Emplacement réservé n° 506 au Plan local d'Urbanisme ;
- d'approuver le projet de dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité publique, joint en annexe, en vue de son dépôt, qui sera soumis pour approbation au préfet de la Réunion ;
- de m'autoriser ou mon (ma) représentant(e) à solliciter le préfet, conformément aux dispositions prévues dans le code de l'expropriation, afin d'engager la procédure de DUP sur l'ensemble du périmètre du projet en vue d'une expropriation au terme des procédures, et ce, au bénéfice de la commune ;
- de m'autoriser ou mon (ma) représentant(e) à engager toutes les démarches nécessaires dans le cadre de la procédure d'expropriation et à signer tous les documents y afférents.



**COMMUNE DE SAINT-DENIS**

**CONSEIL MUNICIPAL**  
**Séance du jeudi 23 juin 2022**  
**Délibération n° 22/4-023**

**OBJET**      **Projet de Renouveau urbain Nord-Est Littoral (PRUNEL)**  
Enquête préalable à la Déclaration d'Utilité publique (DUP)  
Maison de la Fraternité et de l'Inclusion sociale

---

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles R. 112-4 et suivants ;

Vu le Code l'Environnement, notamment les articles L. 122-1, R. 122-1 et suivants ;

Vu le RAPPORT N°22/4-023 du MAIRE ;

Vu le rapport présenté par Madame Dominique TURPIN - 8ème adjointe au nom des commissions « Ville Ecologique » et « Ville Durable » ;

Sur l'avis favorable des dites commissions ;

### **APRES EN AVOIR DELIBERE A L'UNANIMITE DES VOTANTS**

#### **ARTICLE 1**

Approuve le lancement de la procédure d'expropriation pour la réalisation du projet concerné, sur une partie du périmètre de l'Emplacement réservé n° 506 au Plan local d'Urbanisme.

#### **ARTICLE 2**

Approuve le projet de dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité publique (DUP), joint en annexe, en vue de son dépôt, qui sera soumis pour approbation au préfet de la Réunion.

#### **ARTICLE 3**

Autorise la maire ou son (sa) représentant(e) à solliciter le préfet, conformément aux dispositions prévues dans le code de l'expropriation, afin d'engager la procédure de DUP sur l'ensemble du périmètre du projet en vue d'une expropriation au terme des procédures, et ce, au bénéfice de la commune.

#### **ARTICLE 4**

Annexe 1-4

Autorise la maire ou son (sa) représentant(e) à engager toutes les démarches nécessaires dans le cadre de la procédure d'expropriation et à signer tous les documents y afférents.

Accusé de réception en préfecture  
974-219740115-20220623-224023-DE  
Date de télétransmission : 30/06/2022  
Date de réception préfecture : 30/06/2022

Signé électroniquement par :  
La Maire  
Le 30 juin 2022



Ericka BAREIGTS



## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE LA RÉUNION



DGA-VILLE ECOLOGIQUE

DIR. DU PATRIMOINE FONCIER DU PLAN ET DU SIG

POLE FONCIER

Dossier suivi par Pôle Foncier et PRUNEL (F. DESNOST)

foncier@saintdenis.re

f.desnost@saintdenis.re

Saint-Denis le, - 9 AOÛT 2022

Mme la Maire de Saint-Denis

à

Préfecture de la Réunion

Monsieur le Préfet

Direction des relations externes et du cadre de vie

6 Rue des Messageries

CS 51079

97404 ST DENIS CEDEX

N/REF : DGA-VE/DPF-PSIG/FO/22

**Objet :** Maison de la Fraternité et de l'Inclusion Sociale : Reconstruction et regroupement avec l'hébergement de nuit**PJ :** 1 dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique en 5 exemplaires « papier » et un exemplaire « numérique »

Monsieur le Préfet,

La commune de Saint-Denis, dans le cadre du Projet de Renouvellement urbain Nord-Est Littoral (PRUNEL) souhaite regrouper deux structures d'accueil aux personnes sans domiciles fixes :

- La Maison de la Fraternité et de l'Inclusion sociale qui permet un accueil de jour ;
- Un abri de nuit.

Ce regroupement permettra de résoudre divers dysfonctionnements existants au sein de ces structures. Cependant, nous faisons face à une difficulté d'identification des ayants droits du dernier propriétaire connu.

A ce titre, j'ai l'honneur de vous solliciter afin d'obtenir un Arrêté d'Ouverture d'enquête publique conformément à l'article R 112-8 du Code de l'Expropriation.

Dans ce cadre, et en application des articles L.1, L. 110-1, L.121-1 et s. et R.112-5 et suivants du Code de l'Expropriation, je vous prie de bien vouloir trouver un dossier reproduit en 5 exemplaires « papier » et 1 exemplaire sur support numérique comprenant :

- Pièce A : Les informations administratives et juridiques
- Pièce B : La notice explicative
- Pièce C : Le plan de situation
- Pièce D : Le Plan d'emprise DUP
- Pièce E : Le plan général des travaux
- Pièce F : Les caractéristiques principales des ouvrages
- Pièce G : L'estimation sommaire des dépenses
- Les Annexes



En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir prendre un arrêté prescrivant l'ouverture d'une enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique.

Dans cette attente et restant à votre disposition pour toute précision, je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes salutations distinguées.

1<sup>er</sup> Adjoint

Jean-Benoît HUGUENOT

« Les données personnelles récoltées permettant à la Ville de Saint-Denis d'effectuer, dans le cadre de ses missions, des communications avec les citoyens, sont destinées à l'exécution de mesures précontractuelles selon l'article 6.1.b) du RGPD. Vos données sont conservées pendant la durée de l'exécution de la relation contractuelle, du règlement du solde des comptes et l'accomplissement des obligations légales, puis sont archivées aux archives administratives. Conformément au règlement UE2016/679 du 27 avril 2016, vous disposez des droits d'accès, de rectification que vous pouvez exercer en vous adressant à la Direction Patrimoine Foncier - Pôle Foncier 2 rue Pasteur, 97400 Saint-Denis, courrier accompagné d'une copie de votre pièce d'identité ou auprès du délégué à la protection des données de la Ville : dpo@saintdenis.re. Nous vous conseillons d'envoyer ce courrier en mode accusé de réception. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant. »

LIBERTÉ

ÉGALITÉ

FRATERNITÉ

Hôtel de ville - 2, rue de la République - 97717 SAINT-DENIS MESSAG CEDEX 9 - TÉL : 02 62 40 04 04 - [www.ville-saintdenis-reunion.fr](http://www.ville-saintdenis-reunion.fr)  
 Tout courrier doit être adressé impersonnellement à Madame la Maire de Saint-Denis





**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
RÉUNION**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Annexe 3 - 1  
**Secrétariat Général**

**Service de la coordination des  
politiques publiques**

**Bureau de la coordination  
et des procédures environnementales**

**ARRETE N°2023 - 1539 /SG/SCOPP/BCPE en date du 24 juillet 2023**  
prescrivant l'ouverture d'une enquête d'utilité publique  
relative au projet de réalisation de la maison de fraternité et inclusion sociale (MFIS) avec  
reconstruction et regroupement de l'hébergement de nuit ,  
sur le territoire de la commune de Saint-Denis

**LE PREFET DE LA REUNION**

**VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L.1 à L.132-4 et R.111-1 à R.132-4 ;

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles R. 1211-9 et suivants ;

**VU** le décret du 6 janvier 2021 portant nomination de Mme Régine PAM en qualité de secrétaire générale de la préfecture de La Réunion ;

**VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination du préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion M.Jérôme FILIPPINI ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°1340 du 30 juin 2023 portant délégation de signature pour l'activité générale et l'ordonnancement des dépenses et recettes à Mme Régine PAM, secrétaire générale de la préfecture de La Réunion, et à ses collaborateurs ;

**VU** la délibération du conseil municipal de la commune de Saint-Denis du 23 juin 2022 approuvant le projet de réalisation de la maison de fraternité et inclusion sociale (MFIS) avec reconstruction et regroupement de l'hébergement et autorisant son maire à solliciter la déclaration d'utilité publique correspondante, sur le territoire de la commune de Saint-Denis ;

**VU** les pièces du dossier transmis par la commune de Saint-Denis le 28 juin 2023 , pour être soumis aux enquêtes conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique de cette opération ;

**VU** la liste départementale des commissaires enquêteurs au titre de l'année 2023 établie en application des articles D 123-38 à R 123-43 du code de l'environnement ;

**VU** la décision du président du tribunal administratif de La Réunion en date du 13 juillet 2023 désignant le commissaire enquêteur ;

Considérant que le commissaire enquêteur a été consulté sur les modalités de déroulement de l'enquête publique ;



**SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

**ARRETE :**

**ARTICLE 1er** - Il est procédé sur le territoire de la commune de Saint-Denis, à une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des acquisitions et travaux nécessaires au projet de réalisation de la maison de fraternité et inclusion sociale (MFIS) avec reconstruction et regroupement de l'hébergement.

**ARTICLE 2 :** Le responsable du projet est :

**Madame Ericka Bareights  
Maire de la Commune de Saint-Denis  
Commune de SAINT-DENIS  
Hôtel de ville  
97400 SAINT-DENIS**

**ARTICLE 3 :** Est désigné en qualité de commissaire enquêteur : **M. Jean-Pierre Schittecatte**  
Est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant : **M. Richel Sacri**

Le commissaire enquêteur siégera à la mairie principale de Saint-Denis.

**ARTICLE 4** – L'enquête se déroulera pendant dix sept jours consécutifs du **28 août 2023 au 13 septembre 2023** inclus. Pendant cette période, le dossier et le registre d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur sont déposés à la mairie principale de Saint-Denis, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur le registre ouvert par le commissaire enquêteur ou les adresser, par écrit, au commissaire enquêteur, au siège de l'enquête fixé à la mairie de Saint-Denis (*hôtel de Ville – 974 SAINT-DENIS*).

Durant la période d'enquête, le commissaire enquêteur se tient à la disposition du public, à la mairie principale de Saint-Denis, pour recevoir ses observations selon le calendrier suivant :

A la mairie de	
de 9h00 à 12h00	le 28 août 2023
de 13h 00 à 16h00	le 1 <sup>er</sup> septembre 2023
de 9h00 à 12H00	le 6 septembre 2023
de 13h 00 à 16h00	le 13 septembre 2023

**ARTICLE 5** - A l'expiration du délai ci-dessus fixé, le registre d'enquête est clos et signé par le commissaire enquêteur.

**ARTICLE 6** - Le commissaire enquêteur examine les observations recueillies et entend toute personne qu'il lui paraîtra utile de consulter ainsi que l'expropriant, s'il en fait la demande.



Il rédige un rapport énonçant ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables ou non à la déclaration d'utilité publique de l'opération projetée.

Le commissaire enquêteur transmet, dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête, le dossier et le registre assortis du rapport énonçant ses conclusions au préfet de La Réunion (Bureau de la coordination et des procédures environnementales-BCPE).

Si les conclusions du commissaire-enquêteur sont défavorables à cette réalisation, le conseil municipal de Saint-Denis est appelé à émettre son avis dans les trois mois par une délibération motivée. Passé ce délai, le conseil municipal de Saint-Denis est considéré comme ayant renoncé à cette opération.

**ARTICLE 7** – Un avis d'enquête contenant les indications essentielles du présent arrêté, est inséré en caractères apparents **au moins huit jours avant le début de l'enquête et dans les huit premiers jours** de celle-ci dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département par les soins du préfet.

Ces informations sont mises en ligne sur le site internet de la préfecture à l'adresse suivante :

[www.reunion.gouv.fr](http://www.reunion.gouv.fr) sous la rubrique : « Accueil > Publications > Environnement et urbanisme > Participation du public > Avis d'ouverture d'enquête publique »

**Huit jours avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci**, un avis d'enquête est publié par voie d'affiches et éventuellement par tous autres procédés en usage à la mairie de Saint-Denis (mairie principale et toutes les mairies annexes).

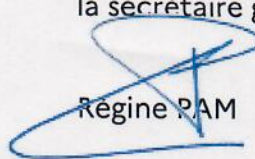
La publication en mairie est justifiée par un certificat du maire qui est annexé au dossier.

**ARTICLE 8** - Une copie des conclusions motivées du commissaire enquêteur est déposée à la mairie de Saint-Denis pour être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la clôture des enquêtes. Toute personne physique ou morale concernée peut en demander communication en s'adressant au préfet de La Réunion.

**ARTICLE 9** - Le préfet de La Réunion est l'autorité compétente pour prendre la déclaration d'utilité publique par arrêté.

**ARTICLE 10** – La secrétaire générale de la préfecture, la maire de Saint-Denis et le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée.

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale



Régine PAM



## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LA RÉUNION

13/07/2023

N° E23000017 /97

Le magistrat délégué du tribunal administratif

**Décision désignation commission ou commissaire du 13/07/2023**

Vu enregistrée le 05/07/2023, la lettre par laquelle le Préfet de La Réunion demande la désignation d'un commissaire enquêteur titulaire et d'un suppléant en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

*Enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de réalisation de la maison de fraternité et inclusion sociale (MFIS) avec reconstruction et regroupement de l'hébergement de nuit sur le territoire de la commune de Saint-Denis ;*

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'expropriation ;

Vu la décision du président du Tribunal administratif en date du 15 septembre 2022 désignant M. Vincent RAMIN, Premier conseiller, en qualité de magistrat délégué suppléant en matière d'enquêtes publiques ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2023 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Monsieur Jean-Pierre SCHIETTECATTE est désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Richel SACRI est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

**ARTICLE 3 :** Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

**ARTICLE 4 :** La présente décision sera notifiée au Préfet de La Réunion, à la commune de Saint-Denis, à Monsieur Jean-Pierre SCHIETTECATTE et à Monsieur Richel SACRI.

Fait à Saint-Denis, le 13/07/2023

Le magistrat délégué,

Vincent RAMIN

Pour expédition conforme,  
La greffière en chef,

  
Régine VITRY



## COMMUNIQUES

## communiqués officiels

PRÉFET  
DE LA RÉGION  
RÉUNION

Secrétariat Général  
Service de la coordination  
des politiques publiques  
Bureau de la coordination  
et des procédures  
environnementales  
PROJET DE REALISATION  
DE LA MAISON DE FRATERNITE  
ET D'INCLUSION SOCIALE (MIFS)  
AVEC RECONSTRUCTION  
ET REGROUPEMENT  
DE L'HEBERGEMENT DE NUIT  
COMMUNE DE SAINT-DENIS

## AVIS D'ENQUETE

Le public est informé qu'en application  
du code de l'urbanisme, l'enquête d'utilité  
publique sera ouverte pendant 17 jours  
consecutifs, du 28 août 2023 au 13  
septembre 2023 inclus, sur le territoire  
de la commune de Saint-Denis.  
Aux jours et heures habituels d'ouverture  
des bureaux, le public pourra  
prendre connaissance du dossier  
et formuler ses observations sur les  
registres d'enquêtes ouverts à cet effet.  
Les observations pourront également  
être adressées, par écrit, au commissaire  
enquêteur.

Monsieur Jean-Pierre  
SCHIEFFTECATE, commissaire  
enquêteur, se tiendra à la disposition  
du public pour recevoir ses observations  
selon le calendrier suivant :

A la mairie de Saint-Denis

Le lundi 28 août 2023

de 9h00 à 12h00

Le vendredi 1er septembre 2023

de 13h00 à 16h00

Le mercredi 6 septembre 2023

de 9h00 à 12h00

Le mercredi 13 septembre 2023

de 13h00 à 16h00

Le commissaire-enquêteur formulera  
ses avis dans un délai d'un mois à  
compter de la clôture de l'enquête.

A l'issue de l'enquête, une copie des  
avis et des conclusions du commissaire  
enquêteur pourra être consultée et  
tenue à la disposition du public pendant  
un (1) an à compter de la date de  
clôture des enquêtes publiques, à la  
mairie de Saint-Denis et à la préfecture  
(Bureau de la coordination et des  
procédures environnementales - BCPPE).

Le préfet de la Réunion est l'autorité  
compétente pour prendre la déclaration  
d'utilité publique par arrêté.

Ref 252662

PRÉFET  
DE LA RÉGION  
RÉUNION

Direction de l'environnement  
de l'aménagement et du logement  
Arrêté n°2023-1685  
portant approbation du plan  
de Plan de Prévention

des Risques naturels prévisibles  
sur la commune de Cilaos,  
relatif aux aléas inondation  
et mouvements de terrain

Le PRÉFET DE LA RÉUNION

VU le Code de l'Environnement et  
notamment ses articles L. 562-1 et  
L. 562-2 et suivants ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU le Code de la Construction et de  
l'Habitat ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant  
nomination de M. Jérôme FILIPPINI  
préfet de la région Réunion ;

VU le décret du 6 janvier 2021 portant  
nomination de Mme Régine PAM en tant  
que secrétaire générale de la préfecture  
de la Réunion ;

VU la décision en date du 4 juillet 2021  
de l'Autorité Environnementale de ne  
pas soumettre, après examen au cas  
par cas, à évaluation environnemen-  
tale le projet de révision du plan de  
prévention des risques d'inondation  
et de mouvements de terrain de Cilaos ;

VU la décision en date du 29 juillet 2021  
prescrivant la révision d'un plan de prévention  
des risques (PPR) naturels prévisibles  
sur la commune de Cilaos, relatif aux  
aléas inondation et mouvements de  
terrain ;

VU les avis des personnes publiques  
consultées ;

VU le rapport avec avis favorable et les  
conclusions motivées du commissaire-  
enquêteur du 10 janvier 2023.

CONSIDÉRANT que les modifications  
apportées au projet de PPR sont  
enquêtes publiques suite aux avis et  
observations reçus dans le cadre de la  
consultation des personnes publiques.

de l'enquête publique et des conclu-  
sions et recommandations du commis-  
saire enquêteur ne remettent pas en  
cause l'économie générale de ce plan ;  
SUR PROPOSITION du Directeur de  
l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement de la Réunion ;

## ARRÊTE

Article 1er : Le Plan de Prévention des  
Risques (PPR) naturels prévisibles  
relatifs aux aléas « inondation » et « mou-  
vements de terrain » sur le territoire de  
la commune de Cilaos est approuvé,  
conformément au dossier annexé au  
présent arrêté.

Article 2 : Le plan de prévention des  
risques naturels prévisibles relatifs aux  
aléas « inondation » et « mouvements  
de terrain » comprend :

\* une note de présentation ;

\* une cartographie des zones réglemen-  
taires ;

\* une cartographie des aléas « inonda-  
tion » et « mouvements de terrain » ;

\* un règlement ;

\* des annexes.

Article 3 : Le présent arrêté fera l'objet  
d'une publication dans les journaux  
suivants :

\* le « Journal de l'île de La Réunion » ;

\* le « Quotidien de La Réunion » ;

Une copie du présent arrêté sera  
affichée pendant au moins un mois  
en mairie de Cilaos et au siège de la  
Communauté Intercommunale des  
Villes Solidaires (CIVIS).

Article 4 : Le présent arrêté et le plan  
de prévention des risques relatifs aux  
aléas « inondation » et « mouvements  
de terrain » seront tenus à la disposition  
du public aux jours et heures habituels  
d'ouverture des bureaux :

\* à la mairie de Cilaos ;

\* au siège de la CIVIS ;

\* à la sous-préfecture de Saint-Pierre-  
et-Miquelon de La Réunion.

Article 5 : Cet arrêté ainsi que le plan  
de prévention des risques naturels  
prévisibles seront notifiés au maire  
de Cilaos et au président de la CIVIS.

Article 6 : En application des dispo-  
sitions du code de l'urbanisme, le  
PPR vaut servitude d'utilité publique.

A cet effet, il sera annexé au dossier  
d'urbanisme de la commune dans les  
conditions prévues aux articles L. 153-  
60 et R. 153-18 du code de l'urbanisme  
et publié sur le portail national de l'urba-  
nisme prévu à l'article L. 153-1 du code  
de l'urbanisme.

Article 7 : La secrétaire générale de  
la préfecture, le maire de la commune  
de Cilaos, le président de la CIVIS et  
le directeur de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement de la  
Réunion sont chargés, chacun en ce qui  
le concerne, de l'exécution du présent  
arrêté, qui sera publié au recueil des  
actes administratifs de la préfecture de  
la Réunion.

Une copie sera adressée pour infor-  
mation à :

\* Mme la présidente du conseil régional  
de la Réunion ;

\* M. le président de la chambre d'agri-  
culture de la Réunion ;

\* M. le président du service départe-  
mental d'incendie et de secours de la  
Réunion ;

\* M. le président du conseil départe-  
mental de la Réunion ;

\* M. le président du conseil d'admini-  
stration de l'Office de l'Eau de la  
Réunion ;

\* M. le directeur du parc national de  
la Réunion ;

\* M. le directeur régional de l'office  
national des forêts de la Réunion.

Saint-Denis, le 10 août 2023

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale

Régine PAM

Voies et délais de recours : la pré-  
sente décision peut faire l'objet d'un  
recours contentieux devant le tribunal  
administratif de Saint-Denis dans le  
délai de deux mois à compter de sa  
publication.

Ref 252672

## IMMOBILIER

## locations

## LOCAL PROFESSIONNEL

Situé en Zone Industrielle

N°2 à Saint Pierre.

60m² en étage

Local Climatisé

et disponible immédiatement.

Loyer mensuel 1 000.00€

Pas de frais d'agence

Contact : 0692 85 55 99

Ref 252682

## VIE JURIDIQUE &amp; SOCIALE

## Avis de constitution

Par acte S&P n°2023/11, il a été  
constitué LA SAS LES TOURTEAUX

ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : SAS LES TOURTEAUX

Objet social : Promotion immobilière et

le conseil dans les projets immobiliers ;

la stratégie foncière et d'aménagement

Siège social : 29 Impasse des

Tourteaux 97411 Saint-Paul

Capital social : 100 €

Durée : 99 ans

Gérants : Teddy LORICOURT, né le 8

juin 1974 à Sainte-Clotilde, demeurant

au 29 Impasse des Tourteaux 97411

La Plaine Bois de Vignes Saint-Paul

Admission aux assemblées et droits  
de votes : Tout associé peut participer

aux assemblées, chaque part sociale

donnant droit à une voix.

Clauses d'agrément : Les actions sont

librement cessibles et transmissibles

en application de la clause d'agrément

prévue à l'article 11 des statuts.

Immatriculation au RCS de Saint-Denis  
de La Réunion

Pour avis  
La Gérance

Ref 252676

## AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution d'une

Société présentant les caractéristiques

suivantes :

Forme : Société civile immobilière

Dénomination : M. BRETON

Siège social : 174 rue Roger Payet

97438 Ste-Marie

Objet : L'acquisition, la construction,

l'administration et la gestion par loca-  
tion ou autrement de tous immeubles  
et biens immobiliers

Durée : 99 années

Capital : 1 000 euros d'apport en  
numéraire

Gérance : Monsieur LECHAT

François Mario Luc demeurant à

174 rue Roger Payet

Rivière des Pluies 97438 Ste-Marie

Cession de parts et agrément : Les

parts sociales sont librement cessibles

entre associés, et au profit des ascen-  
dants ou descendants du cédant. Elles

ne peuvent être cédées à d'autres per-  
sonnes qu'avec l'autorisation préalable

de l'assemblée générale extraordinaire  
des associés.

Immatriculation au RCS de St-Denis

Pour avis  
Ref 252675

## AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé

en date du 01/08/2023, il a été constitué

une société :

Forme : Société par action simplifiée

(SAS)

Dénomination sociale : EKKO.RC

Objet social : Collecte, reconditionne-  
ment, création, achat, vente, impor-  
tation et exportation de montres de lue-  
tellerie, de bijoux et d'articles de lunete-  
rie, (code APE 4778A - Commerces  
de détail d'optique)

Siège social : 3 rue du Trésor Art 94

Résidence Ariane, 97436 St Leu

Durée : 99 ans

Capital social : 100 euros divisé en

100 actions de 1 euro

Admission aux assemblées et exer-  
cice du droit de vote : chaque action-  
naire est convoqué aux Assemblées.

Clauses d'agrément : Les actions sont

librement cessibles entre actionnaires

uniquement avec accord du Président  
de la société.

Président : M. DUPAGNE Olivier, 3

rue du Trésor Art 94 Résidence Ariane,

97436 St Leu

Directeur Général : M. RAMBOARI

NIVO Nicolas, 306 avenue de Bourbon

Art 97440 Saint André.

Immatriculation : RCS de Saint-Pierre  
de La Réunion

Pour avis  
Le Président

Ref 252673

## AMBULANCE BEAUVALLON

Société à responsabilité limitée

au capital de 5 000 euros

Siège social : 6 Impasse Les

Lianes d'Argent 97410 ST PIERRE

491 566 014 RCS ST PIERRE

Aux termes d'une délibération en date

du 03/07/2023, l'Assemblée Générale

Extraordinaire des associés de la socié-  
té à responsabilité limitée AMBULANCE

BEAUVALLON a décidé de transférer le

siège social du 6 Impasse Les Lianes

d'Argent, 97410 ST PIERRE au 4 Rue

Moncaprice 3 ZA Moncaprice RA-  
VINE DES CABRIS 97432 ST PIERRE

à compter du 04/07/2023, et de modifier

en conséquence l'article 5 des statuts.

Pour avis  
La Gérance

Ref 252670

## ROMALA

Société à responsabilité limitée

au capital de 1 500 euros

Siège social : 195 Ter Rue Emile

Zola - 97430 LE TAMPON

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature

privée en date à LE TAMPON du

16/07/2023, il a été constituée une

société présentant les caractéristiques

suivantes :

Forme sociale : Société à responsa-  
bilité limitée

Dénomination sociale : ROMALA

Siège social : 195 Ter Rue Emile Zola,

97430 LE TAMPON

Objet social : vente sandwich, point

chaud, snack, consommation sur place

et à emporter, boissons non alcoolisées

à consommer sur place ou à emporter,

vente de boissons à emporter.

Durée de la Société : 99 ans à compter

de la date de l'immatriculation de la

Société au Registre du commerce et

des sociétés

Capital social : 1 500 euros

Gérance : Madame Laurence HOA-

RAU, demeurant 195 Ter Rue Emile

Zola 97430 LE TAMPON

Madame MARIANE MAILLOT, demeurant

195 Rue Emile Zola 97430 LE TAMPON

Immatriculation de la Société au Re-  
gistre du commerce et des sociétés de

ST PIERRE.

Pour avis  
La Gérance

Ref 252679

## AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution d'une

Société présentant les caractéristiques

suivantes :

Forme : Société à Responsabilité Limitée

Dénomination : OBBIO

SIÈGE SOCIAL : 12 CHEMIN COM-  
MERSON 97418 PLAINE DES CAFRES

OBJET : Cannerie industrielle ;

Localisation de courte durée de voitures

et de véhicules automobiles légers ;

Fabrication d'autres équipements

automobiles

DURÉE : 99 années

CAPITAL : 1 000 euros

APPORTS EN NUMÉRAIRE :

1000 euros

GERANCE : Monsieur NATIVEL Clé-  
ment Olivier né le 25/10/1990 à Saint-

Pierre demeurant 10 CHEMIN FRANTZ

CORRE PK13 97430 LE TAMPON

CESSION DE PARTS SOCIALES : cession

par acte authentique ou sous seing

privé ; cession de parts sociales

compte entre associés sont soumises

à un agrément préalable de la collectivité

des associés.

IMMATRICULATION : au RCS de ST-PIERRE

Ref 252683

## VENTE AUX ENCHERES

Madame Anne-Sophie

ADAM DE VILLIERS

AVOCAT

123, Route de l'Eperon

Imme. Zs Bureau N°6

97435 SAINT-GILES LES HAUTS

Tél : 0692 24 24 42

Fax : 0692 24 82 15

Email : avocate@adamdevilliers.fr

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

La vente sera précédée le jeudi 12 octobre 2023

à 8 heures 30 à l'audience du Juge de

l'Exécution près le Tribunal Judiciaire

de Saint-Denis - Réunion au Palais de

Justice sis 5 av André Malraux Champ

Peuri - 97460 Sainte-Clotilde, salle

Viraandras.

A la vente aux



## COMMUNIQUES

## communiqués officiels



Préfet  
DE LA RÉGION  
RÉUNION

Secrétariat Général  
Service de la coordination des  
politiques publiques  
Bureau de la coordination  
et des procédures  
environnementales

## PROJET DE RÉALISATION

DE LA MAISON DE FRATERNITÉ  
ET INCLUSION SOCIALE (MFIS)  
AVEC RECONSTRUCTION  
ET REGROUPEMENT  
DE L'HÉBERGEMENT DE NUIT  
COMMUNE DE SAINT-DENIS

## AVIS D'ENQUÊTE

Le public est informé qu'en application  
du code de l'urbanisme pour cause  
d'utilité publique, l'enquête d'utilité  
publique sera ouverte pendant 17  
jours consécutifs, du 28 août 2023 au  
13 septembre 2023 inclus, sur le ter-  
ritoire de la commune de Saint-Denis.  
Aux jours et heures habituels d'ou-  
verture des bureaux, le public pourra  
prendre connaissance du dossier  
et formuler ses observations sur les  
registres d'enquêtes ouverts à cet effet.  
Les observations pourront également  
être adressées, par écrit, au commis-  
saire enquêteur.  
Sont désignés en qualité de commis-  
saire enquêteur :

Monsieur Jean-Pierre  
SCHETTICATTE  
et de commissaire enquêteur sup-  
pléant : Monsieur Michel Saot.  
Monsieur Jean-Pierre  
SCHETTICATTE, nommé com-  
missaire enquêteur, se tiendra à la  
disposition du public pour recevoir  
ses observations selon le calendrier  
suivant :

A la mairie de Saint-Denis  
Le lundi 28 août 2023  
de 9h00 à 12h00

Le vendredi 1er septembre 2023  
de 13h00 à 16h00

Le mercredi 6 septembre 2023  
de 9h00 à 12h00

Le mercredi 13 septembre 2023  
de 13h00 à 16h00

La commissaire enquêteur formulera  
ses avis dans un délai d'un mois à  
compter de la clôture de l'enquête.  
A l'issue de l'enquête, une copie des  
rapports et des conclusions du commis-  
saire enquêteur pourra être consultée  
et tenue à la disposition du public pen-  
dant un (1) an à compter de la date de  
clôture des enquêtes publiques, à la  
mairie de Saint-Denis et à la préfecture  
(Bureau de la coordination et des pro-  
cédure environnementales - BCPE).  
Le préfet de la Réunion est l'autorité  
compétente pour prendre la déclaration  
d'utilité publique par arrêté.

Ref 252669

VIE JURIDIQUE  
& SOCIALE

HEO

S.C.I. au Capital de 85 371,45 euros

35, rue de Nice

97 400 Saint-Denis

RCS Saint-Denis N° 400 650 909

AVIS DE PUBLICITE

Aux termes du procès-verbal de l'as-  
semblée générale extraordinaire du 23  
août 2023, le siège social a été trans-  
féré de 35, rue de Nice 97400 Saint-  
Denis à 11, Chemin Bois de Pintade  
- 97490 Sainte-Clotilde, à compter du  
même jour

L'article 4 des statuts a été modifié en  
conséquence.  
Mention sera faite au RCS de Saint-  
Denis.

Pour avis,  
Ref 252804

## DISTRIBUTION ET CONSEIL

EN MATERIAUX (DISCOMAT)

Société par Actions Simplifiée

Unipersonnelle

au capital de 300 000 euros

Siège social : 90 Conde 400 -

97432 RAVINE DES CABRIS

(Réunion)

RCS SAINT-PIERRE de la Réunion

449 174 879

## AVIS DE PUBLICITE

Aux termes d'une décision datée du 30

septembre 2022, l'associé unique de la

société DISTRIBUTION ET CONSEIL

EN MATERIAUX (DISCOMAT), société

par actions simplifiée unipersonnelle au

capital de 300 000 euros dont le siège

social est fixé RAVINE DES CABRIS

(97432), 90 Conde 400, Immatriculée

au RCS de Saint-Pierre sous le numéro

449 174 879, a nommé en qualité de

Directeur Général à compter du 1er

octobre 2022 pour une durée d'un an

expirant le 30 septembre 2023 :

- M. Marius MOREL, né le 02 février

1961 à LE TAMPON (97430), de natio-  
nalité française, demeurant RAVINE

DES CABRIS (97432), 4 lotissement

Hennietta, Conde 400.

Le dépôt légal sera effectué au Greffe

du Tribunal de Saint-Pierre.

Pour avis,  
La Présidence

Ref 252803

## IMMOBILIER

ventes

Père Favron

## OFFRE DE VENTE

La Fondation Père Favron est proprié-  
taire d'un ensemble immobilier à Saint-  
Benoit, angle de la Rue Montfleury et  
du Boulevard de la Sous-Préfecture :

Section AL - Numéro 129

Lieu dit : 2 Bd de la Sous-Préfecture

Contenance : 1.62 Ca

Il s'agit d'un ensemble de locaux an-  
ciennement affectés à l'exploitation de

l'ancienne CHER (Clinique Hospitalière

Est Réunion) d'une surface dévelop-  
pée de 3515 m<sup>2</sup> environ. Ce bien est

vendu avec toutes les dépendances et  
les droits et accessoires qui lui sont

attachés en particulier les servitudes et  
mitoyennetés sans aucune exception

ni réserve.

DISPONIBILITE DU BIEN : Immédiate

ETAT DU BIEN : travaux importants de

remise en état à prévoir ou nécessité

de démolition selon le projet envisagé

DUREE DE VALIDITE DE L'OFFRE :

2 ans

FRAIS D'AGENCE : aucun

PROCEDURE EN COURS : aucune

CONDITION SUSPENSE

La Fondation Père Favron souhaite

céder cet ensemble immobilier sous

la condition suspensive pour le pre-  
neur de la réalisation pour le compte

de la Fondation Père Favron de 900

m<sup>2</sup> de locaux à usage de bureaux et

de logements, situés dans l'ensemble

immobilier objet de la vente, ou dans

le projet qui sera réalisé.

Pour tout détail de proposition,

contacter le siège

de la Fondation Père Favron :

0262 91 80 00

ou par mail : [dg@pfafron.org](mailto:dg@pfafron.org)

Ref 252699

## MARCHES PUBLICS

## Sommaire

## APPEL D'OFFRES

1. Département de La Réunion : Marché de fourniture de

matériels de laboratoire pour le Laboratoire Vétérinaire Dépar-  
tement (ref 252800)

2. Civis : N° 2023GC002 - Services de réservation, d'émission

et de livraison de titres de transport aériens et services  
connexes pour le compte du groupement de commandes CIVIS/  
CIAS (ref 252802)

## AVIS D'ATTRIBUTION

1. Civis : 2022DET002 - Fabrication et pose des mobiliers du

parcours d'interprétation du Tévélave (ref 252810)

252800 APPEL D'OFFRES

DEPARTEMENT DE LA Réunion

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE  
DEPARTEMENT DE LA REUNION

M. Cyrille MELCHIOR - Président du Conseil Départemental  
Direction de la Commande Publique  
31 rue de Paris - 97400 Saint-Denis  
Tél : 02 62 58 66 70  
SIRET 22974001400019  
Référence acheteur : 23FF-labos-2229-S  
L'avis implique un marché public  
Objet : Marché de fourniture de matériels de laboratoire pour le Laboratoire  
Vétérinaire Départemental  
Procédure : Procédure ouverte  
Forme du marché : Division en lots : oui  
Lot N° 1 - 1 automate de prise en charge de la sérothèque (séro)  
Lot N° 2 - Mixeurs hachoir (BA)  
Lot N° 3 - 1 congélateur -80°C (PCR)  
Lot N° 4 - 1 PSM  
Lot N° 5 - 2 incubateurs / éleveurs réfrigérés (séro)  
Lot N° 6 - 1 autoclave (SC)  
Lot N° 7 - 1 auto laveur de plaque ELISA (séro)  
Lot N° 8 - 1 diluteur gravimétrique + imprimante (HA 2023-60)  
Lot N° 9 - 1 armoire réfrigérée à froid négatif -25°C (300-500 litres) de qualité  
cartographique - (HA 2023-58-installation étage R+1)  
Lot N° 10 - 2 armoires réfrigérées à froid positif (300-400 litres) de qualité  
laboratoire cartographique - (HA 2023-58-installation étage R+1)  
Lot N° 11 - 1 armoire avec box de sécurité pour produits inflammables - (HA  
2023-61-installation étage R+1)  
Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée  
en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération  
50% Prix  
25% Qualité des matériels proposés  
20% Service après-vente et garantie  
5% Performance environnementale  
Remise des offres : 26/09/23 à 15h00 heure locale de l'acheteur au plus tard,  
(soit le 26/09/23 à 13h00 heure de Paris au plus tard)  
Envoi à la publication le : 22/08/2023  
Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée.  
Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à  
l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://marchespublics.cg974.fr>

252802 APPEL D'OFFRES

CIVIS  
COMMUNAUTE INTERCOMMUNALE  
DES VILLES SOLIDAIRES

AVIS D'INFORMATION  
D'UN AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE  
PRESTATIONS DE FOURNITURES

Nom et adresse officielle du Pouvoir Adjudicateur :  
Communauté Intercommunale des Villes Solidaires (C.I.V.S.)  
Correspondant : M. le Président  
Point de Contact : Direction Achats Marchés Publics  
Adresse : 29 route de l'Entre-Deux - Pierrelonds 97410 Saint-Pierre LA  
REUNION  
Tél : 02-62-49-66-00, Télécopieur : 02-62-33-06-36, courriel : [damp@civis.re](mailto:damp@civis.re)  
Adresse Internet : <http://www.civis.re>  
Adresse Internet du profil d'acheteur : <http://www.civis.e-marchespublics.com>  
Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs ad-  
judicateurs  
Principales(s) Activité(s) du Pouvoir Adjudicateur : Environnement  
N° / Objet du marché : N° 2023GC002-Services de réservation, d'émission  
et de livraison de titres de transport aérien et services connexes pour le compte du groupement de commandes CIVIS/CIAS  
Type de Procédure : Appel d'offre ouvert  
Les entreprises souhaitant candidater au présent marché sont priées de  
consulter l'Avis d'Appel Public à Concurrence publié dans son intégralité  
- au B.O.A.M.P. : réf : n°23-117357 (date d'envoi le 22/08/2023) ; - sur le  
profil acheteur :  
<http://www.civis.e-marchespublics.com> (date de mise en ligne le  
24/08/2023)  
Modalités de retrait du Dossier de Consultation : le DCE est téléchargeable  
gratuitement sur le profil d'acheteur : <http://www.civis.e-marchespublics.com>  
Renseignements complémentaires : point de contact susmentionné  
Date limite de réception des offres : 25/09/2023 à 12h00 heure locale  
GMT+4)  
Date d'envoi du présent avis d'information : 25/08/2023

252810 AVIS D'ATTRIBUTION

CIVIS  
COMMUNAUTE INTERCOMMUNALE  
DES VILLES SOLIDAIRES

AVIS D'INFORMATION  
D'UN AVIS D'ATTRIBUTION  
FOURNITURES ET SERVICES

Nom et adresse officielle du Pouvoir Adjudicateur :  
Communauté Intercommunale des Villes Solidaires (C.I.V.S.)  
Correspondant : M. le Président  
Contact : Direction des Achats et des Marchés Publics 29 route de l'Entre-  
Deux 97410 Saint-Pierre - Ile de la Réunion  
Tél : 02-62-49-66-00, Télécopieur : 02-62-33-06-36, courriel : [damp@civis.re](mailto:damp@civis.re)  
Adresse Internet : <http://www.civis.re>  
Adresse Internet du profil d'acheteur : <http://civis.e-marchespublics.com>  
Principales(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur : Etablissement Public de  
Coopération Intercommunale  
Objet du marché : 2022DET002 - Fabrication et pose des mobiliers  
du parcours d'interprétation du Tévélave.  
Type de Procédure : Adaptée  
Les entreprises souhaitant consulter l'avis d'attribution du marché publié dans  
son intégralité : - au BOAMP ref. n° 23-118896 ; - sur le profil acheteur :  
<http://civis.e-marchespublics.com>  
Renseignements complémentaires : point de contact susmentionné  
Date d'envoi du présent avis d'information : 25/08/2023

NOS FORMULES  
D'ABONNEMENT

100% numérique

99€

Offre d'abonnement de 1 an.



Votre **journal numérique** disponible dès 2 h du matin.

Un **accès** à tous les articles en illimité.

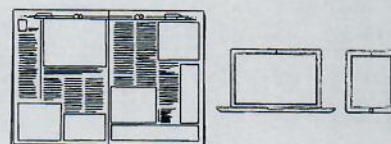
Vos **magazines et suppléments** en intégralité.

Les **avantages** du Club Abonnés JIR.

Où vous voulez, quand vous voulez, sur tous vos appareils.  
(iPhone, iPad, Smartphone Android, tablette Android, PC, Mac).

JIR +

360€

Au lieu de 432€.  
Offre d'abonnement de 1 an.

Votre **journal papier** livré chez vous avec  
ses **suppléments** du lundi au dimanche.

Votre magazine **VISU** sur **Clicanoo.re**

**Femme Mag**, chaque mois avec  **votre journal**.

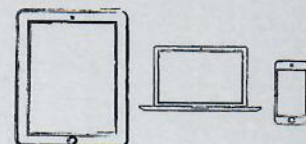
Un **accès illimité** au site et à l'application **Clicanoo.re**

Les **avantages** du club abonnés du JIR.

## Entreprises

449€

Offre d'abonnement de 1 an.



Votre **journal papier** livré chez vous avec ses  
**suppléments** du **lundi au dimanche** avant 7 h 30.

2 **accès numériques** illimités au site et à l'application **Clicanoo.re**

Trois **parutions offertes** dans le **journal**.\*

Une **semaine de publicité** offerte sur notre site **Clicanoo.re**\*

5 % de **remise** supplémentaire sur vos campagnes sur le **JIR**  
et **Clicanoo.re** durant la période d'abonnement.



On en discute au 0692 59 53 20 - [bbottiglia@jir.fr](mailto:bbottiglia@jir.fr)

Votre  
annonce  
emploi

0262.  
48.66.22  
[emploi@jir.fr](mailto:emploi@jir.fr)



## ANNONCES LÉGALES



Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

**Arrêté n° 2023-1685**  
portant approbation du plan de Prévention des Risques naturels  
prévisibles sur la commune de Cilaos,  
relatif aux aléas inondation et mouvements de terrain

## LE PRÉFET DE LA RÉUNION

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 562-1 et suivants et R. 562-1 et suivants ;  
Vu le Code de l'Urbanisme ;  
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;  
Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jérôme FLUPPIN, préfet de la région Réunion, préfet de la Réunion ;  
Vu le décret du 6 janvier 2021 portant nomination de Mme Régine PAM en tant que secrétaire générale de la préfecture de la Réunion ;  
Vu la décision en date du 4 juillet 2023 de l'Autorité Environnementale de ne pas soumettre, après examen au cas par cas, à l'évaluation environnementale le projet de révision du plan de prévention des risques d'inondation et de mouvements de terrain de Cilaos ;  
Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-1492/SO/DC/BU du 29 juillet 2021 prescrivant la révision d'un plan de prévention des risques (PPR) naturels prévisibles sur la commune de Cilaos, relatif aux aléas inondation et mouvements de terrain ;  
Vu les avis des personnes publiques consultées ;  
Vu le rapport avec avis favorable et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur du 10 janvier 2023.

**CONSIDÉRANT** que les modifications apportées au projet de PPR soumis à enquête publique suite aux avis et observations reçus dans le cadre de la consultation des personnes publiques, de l'enquête publique et des conclusions et recommandations du commissaire enquêteur ne remettent pas en cause l'économie générale de ce plan ;  
**SUR PROPOSITION** du Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Réunion ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : Le Plan de Prévention des Risques (PPR) naturels prévisibles relatifs aux aléas « inondation » et « mouvements de terrain » sur le territoire de la commune de Cilaos est approuvé, conformément au dossier annexé au présent arrêté.

**Article 2** : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles relatifs aux aléas « inondation » et « mouvements de terrain » comprend :

- une note de présentation ;
- une cartographie des zones réglementaires ;
- une cartographie des aléas « inondation » et « mouvements de terrain » ;
- un règlement ;
- des annexes.

**Article 3** : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication dans les journaux suivants :

- « Journal de l'île de la Réunion » ;
- « Le Quotidien de la Réunion » ;
- Une copie du présent arrêté sera affichée pendant au moins un mois en mairie de Cilaos et au siège de la Communauté Intercommunale des Villes Solidaires (CIVIS).

**Article 4** : Le présent arrêté et le plan de prévention des risques relatifs aux aléas « inondation » et « mouvements de terrain » sont tenus à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux :

- à la mairie de Cilaos ;
- à la sous-préfecture de Saint-Pierre ;
- à la préfecture de la Réunion.

**Article 5** : Cet arrêté ainsi que le plan de prévention des risques naturels prévisibles seront notifiés au maire de Cilaos et au président de la CIVIS.

**Article 6** : En application des dispositions du code de l'urbanisme, le PPR vaut servitude d'utilité publique. À ce titre, il sera annexé au document d'urbanisme de la commune dans les conditions prévues aux articles L. 153-40 et R. 153-10 du Code de l'urbanisme et publié sur le portail national d'urbanisme prévu à l'article L. 153-1 du code de l'urbanisme.

**Article 7** : La secrétaire générale de la préfecture, le maire de la commune de Cilaos, le président de la CIVIS et le directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Réunion sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Réunion.

- Une copie sera adressée pour information à :  
• Mme la présidente du conseil régional de la Réunion ;  
• M. le président de la chambre d'agriculture de la Réunion ;  
• M. le président du conseil départemental d'incendie et de secours de la Réunion ;

- M. le président du conseil départemental de la Réunion ;  
• M. le président du conseil d'administration de l'Office de l'Eau de la Réunion ;  
• M. le directeur du parc national de la Réunion ;  
• M. le directeur régional de l'Office national des forêts de la Réunion.

SAINT-DENIS, LE 10 AOÛT 2023

POUR LE PRÉFET ET PAR DÉLÉGATION,  
LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

Régine PAM

**Voies et délais de recours :** la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis dans le délai de deux mois à compter de sa publication.



Secrétariat Général  
Service de la coordination des politiques publiques  
Bureau de la coordination  
et des procédures environnementales

## PROJET DE RÉALISATION DE LA MAISON DE FRATERNITÉ ET INCLUSION SOCIALE (MIFIS) AVEC RECONSTRUCTION ET REGROUPEMENT DE L'ÉBERGEMENT DE NUIT

## COMMUNE DE SAINT-DENIS

## AVIS D'ENQUÊTE

Le public est informé qu'en application du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, l'enquête d'utilité publique sera ouverte pendant 17 jours consécutifs, du 28 août 2023 au 13 septembre 2023 inclus, sur le territoire de la commune de Saint-Denis.

Aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur les registres d'enquêtes ouverts à cet effet. Les observations pourront également être adressées, par écrit, au commissaire enquêteur.

Monsieur Jean-Pierre SCHIETECATTE, nommé commissaire enquêteur, se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations selon le calendrier suivant :

À la mairie de Saint-Denis	
de 9 h 00 à 12 h 00	Le lundi 28 août 2023
de 13 h 00 à 16 h 00	Le vendredi 1 <sup>er</sup> septembre 2023
de 9 h 00 à 12 h 00	Le mercredi 6 septembre 2023
de 13 h 00 à 16 h 00	Le mercredi 13 septembre 2023

Le commissaire-enquêteur formulera ses avis dans un délai d'un mois à compter de la clôture de l'enquête.

A l'issue de l'enquête, une copie des rapports et des conclusions du commissaire enquêteur pourra être consultée et tenue à la disposition du public pendant un (1) an à compter de la date de clôture des enquêtes publiques, à la mairie de Saint-Denis, à la préfecture (Bureau de la coordination et des procédures environnementales - BCP).

Le préfet de la Réunion est l'autorité compétente pour prendre la déclaration d'utilité publique par arrêté.

711396

**Quotidien**  
à votre service  
jour  
après jour

**ADDITIF** à l'annonce référencée ALP00783706 parue dans Le Quotidien de la Réunion et de l'Océan Indien, le 16/08/2023, concernant la société SPM CONSTRUCTION, lire Madame Selina TINGAPERAL démissionnaire de ses fonctions de gérante de la société à compter du 21 juillet 2023 et la collectivité des associés a décidé de ne pas procéder à son remplacement.

711405

**RUN PRO-POSE**  
Société à responsabilité limitée  
en liquidation  
Au capital de 1 000 euros  
Siège : 4, imp. de l'Alambic  
97419 LA POSSESSION  
Séjour de liquidation :  
4, impasse de l'Alambic  
97419 LA POSSESSION  
884 798 125 RCS ST-DENIS

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 31/05/2023 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur M. Florence JANSON, demeurant 4, impasse de l'Alambic - 97419 LA POSSESSION, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquiescer le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 4, impasse de l'Alambic - 97419 LA POSSESSION. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de SAINT-DENIS, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

POUR AVIS, LE LIQUIDATEUR

711409

**NOTAIRES**  
Etude de Maître Olivier LE GOFF  
Imrane OMARJEE & Associés  
Notaires à  
SAINT-PIERRE (Réunion)  
37, rue Auguste-Babot

## AVIS DE CHANGEMENT DE GÉRANCE

Suivant acte reçu par Maître Imrane OMARJEE - Notaire associé de la SELAS LE GOFF - OMARJEE & Associés - Notaires, titulaires d'un office notarial à la Résidence de SAINT-PIERRE (Réunion) - 37, rue Auguste-Babot, le 12 mai 2023, les associés de la société dénommée ADJA K SCHM - Société Civile de Moyens au capital de 57 000 €, dont le siège est à SAINT-PIERRE (97410) - 135, rue François-Mitterrand, identifiée au SIREN sous le numéro 812 039 469 et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de SAINT-PIERRE ont constaté la démission de Madame Sylvia ALOA TALVERA PANDIELLA gérante des fonctions de coprésidente de la nomination de Monsieur Antoine HUGER, demeurant à SAINT-PIERRE (97410) - 26, chemin des Ruches en qualité de nouveau coprésident.

L'inscription modificative sera portée au Registre du commerce et des sociétés de SAINT-PIERRE (la Réunion).

POUR AVIS, LE LIQUIDATEUR

711414

## AVIS DE CONSTITUTION

Par ASP en date du 17 août 2023, il a été constitué une EURL dénommée :

AIS CRIATION. Siège social : 4, allée des Barbadiennes - 97432 RAVINE-DES-CABRIS. Capital : 1 000 €. Objet social :

Organisation d'événements tels que mariages (wedding planner), événements professionnels et soirées privées.

Séminaires, graphismes, faire-part et autres produits du même type.

Décoration d'événements, fleuristes, locations de matériels liés à l'activité.

Gérance : Angelique RICHOUBOURG-LACAZE-BARRERE, demeurant : 40, chemin Box - 97432 RAVINE-DES-CABRIS. Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de SAINT-PIERRE.

711415

## Avis de dépôt d'état de créances salariales

Conformément à l'article L625-1 du Code de Commerce et à l'article R625-3 du décret du 28 décembre 2005, l'ensemble des relevés de créances salariales résultant d'un contrat de travail a été déposé au Greffe pour les affaires suivantes :

Liquidation Judiciaire  
ETB SARL (8239)  
75, chemin Epior Houarou  
97430 LE TAMPON

La date de la présente publicité fait courir le délai de forclusion prévu à l'article L625-1 du Code de Commerce.

POUR AVIS LE 18/08/2023,  
SELAR, FRANKLIN BACH  
49, rue Sainte-Marie - CS 11012  
97404 SAINT-DENIS

711395

## Avis de dépôt d'état de créances salariales

Conformément à l'article L625-1 du Code de Commerce et à l'article R625-3 du décret du 28 décembre 2005, l'ensemble des relevés de créances salariales résultant d'un contrat de travail a été déposé au Greffe pour les affaires suivantes :

Liquidation Judiciaire  
ETB SARL (8239)  
75, chemin Epior Houarou  
97430 LE TAMPON

La date de la présente publicité fait courir le délai de forclusion prévu à l'article L625-1 du Code de Commerce.

POUR AVIS LE 18/08/2023,  
SELAR, FRANKLIN BACH  
49, rue Sainte-Marie - CS 11012  
97404 SAINT-DENIS

711395

## AVIS DE CONSTITUTION

Dénomination :  
LE PRESTIGE BOURBON RECEPTION  
Non commercial  
Le GLACIER DU PRESTIGE  
Forme juridique : SARL  
Capital social : 100 euros  
Siège social : 100, Route Nationale  
Local 1 - Immeuble Virapiran  
97412 BRAS-PANON

Objet : Organisation événementielle, location de salles de réception, traiteur, restauration rapide, snack, glaciers, vente de boissons

Durée : 99 ans  
Gérant : M. M. D'EUWELHER Patricia  
50, Route Nationale - Apt 5  
Immeuble Virapiran  
97412 BRAS-PANON

Personne ayant le pouvoir d'engager la société envers les tiers :  
M. D'EUWELHER Patricia  
La société sera immatriculée au RCS de SAINT-DENIS en cours d'immatriculation

711417

## AVIS DE CONSTITUTION

Dénomination :  
LE PRESTIGE BOURBON RECEPTION  
Non commercial  
Le GLACIER DU PRESTIGE  
Forme juridique : SARL  
Capital social : 100 euros  
Siège social : 100, Route Nationale  
Local 1 - Immeuble Virapiran  
97412 BRAS-PANON

Objet : Organisation événementielle, location de salles de réception, traiteur, restauration rapide, snack, glaciers, vente de boissons

Durée : 99 ans  
Gérant : M. M. D'EUWELHER Patricia  
50, Route Nationale - Apt 5  
Immeuble Virapiran  
97412 BRAS-PANON

Personne ayant le pouvoir d'engager la société envers les tiers :  
M. D'EUWELHER Patricia  
La société sera immatriculée au RCS de SAINT-DENIS en cours d'immatriculation

711417

## AVIS DE CONSTITUTION

Dénomination :  
LE PRESTIGE BOURBON RECEPTION  
Non commercial  
Le GLACIER DU PRESTIGE  
Forme juridique : SARL  
Capital social : 100 euros  
Siège social : 100, Route Nationale  
Local 1 - Immeuble Virapiran  
97412 BRAS-PANON

Objet : Organisation événementielle, location de salles de réception, traiteur, restauration rapide, snack, glaciers, vente de boissons

Durée : 99 ans  
Gérant : M. M. D'EUWELHER Patricia  
50, Route Nationale - Apt 5  
Immeuble Virapiran  
97412 BRAS-PANON

Personne ayant le pouvoir d'engager la société envers les tiers :  
M. D'EUWELHER Patricia  
La société sera immatriculée au RCS de SAINT-DENIS en cours d'immatriculation

711417



## CHANGEMENT D'ADMINISTRATEUR

SPL TI Baba  
Société Publique Locale  
au capital de 500 000 €  
44, rue Jacques-Aubert  
97435 SAINT-GILLES-LES-BAINS  
RCS n° 794 732 099

Par décision du Conseil d'Administration du 30 juin 2023, ont été nommés en qualité d'administrateur :

M. ZITTE LEBRETON Ewige,  
domicilié au 6 bis, rue de la Marine  
97411 Bois-de-Nèfles - ST-PAUL, en remplacement de M. PALAMA CENTON Mollisa.

Mme HORAU Gertrude Marie Josée, domiciliée au 71, route Hubert Delisle 97428 TROIS-BASSINS en remplacement de M. MALEY Céline.

LA PRÉSIDENTE  
711398

Aux termes de l'Assemblée générale extraordinaire en date du 01 juillet 2023, les associés de la SARL La Terrasse Krel By Aldo, société à responsabilité limitée au capital de 500 €, dont le siège social est situé à ST-ANDRÉ (97400), identifiée au SIREN sous le numéro 881 582 583 et immatriculée au RCS de Saint-Denis, a décidé :

Changement de gérance : A la suite de sa démission en qualité de co-gérante, Mme BOYER Josée, née le 27 septembre 1986 à Maurice, résidant au 71, chemin Morange à Ste-Anne est remplacée par M. SNAIZE-MODELY Rajan Aymeric Xavier, né le 14 janvier 2005 à Saint Denis (974), de nationalité française, résidant au 3, rue du Cimetière - Les Rais - 97470 ST-BENOIT.

Sont désignés co-gérants de la SARL :

• M. SNAIZE-MODELY Aldo Jean-Denis né le 01/03/1975 à Saint-André (974), de nationalité française, résidant au 3, rue du Cimetière - Les Rais - 97470 ST-BENOIT

Modification de l'objet social pour prendre acte de l'activité principale de traiteur

L'article 2 - Objet est ainsi modifié :  
- Toutes activités de restauration 23 domicile : repas d'affaires, prestation de services, organisation de banquets, services traiteur, ou autres. Le développement et l'exploitation, par quelque moyen que ce soit, d'activités dans le secteur de la restauration, l'organisation de réception et manifestations de banquets.

- La fourniture, la vente et le service d'aliments et de boissons sur place ou à emporter.

- Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son développement.

- La participation de la société, par tout moyen, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.

Les modifications statutaires seront publiées au RCS de Saint-Denis.

POUR AVIS,  
LE CO-GÉRANT  
Aldo SNAIZE-MODELY  
711400

## Avis de dépôt d'état de créances salariales

Conformément à l'article L625-1 du Code de Commerce et à l'article R625-3 du décret du 28 décembre 2005, l'ensemble des relevés de créances salariales résultant d'un contrat de travail a été déposé au Greffe pour les affaires suivantes :

Liquidation Judiciaire  
ETB SARL (8239)  
75, chemin Epior Houarou  
97430 LE TAMPON

La date de la présente publicité fait courir le délai de forclusion prévu à l'article L625-1 du Code de Commerce.

POUR AVIS LE 18/08/2023,  
SELAR, FRANKLIN BACH  
49, rue Sainte-Marie - CS 11012  
97404 SAINT-DENIS

711395

## AVIS DE CONSTITUTION

Dénomination :  
LE PRESTIGE BOURBON RECEPTION  
Non commercial  
Le GLACIER DU PRESTIGE  
Forme juridique : SARL  
Capital social : 100 euros  
Siège social : 100, Route Nationale  
Local 1 - Immeuble Virapiran  
97412 BRAS-PANON

Objet : Organisation événementielle, location de salles de réception, traiteur, restauration rapide, snack, glaciers, vente de boissons

Durée : 99 ans  
Gérant : M. M. D'EUWELHER Patricia  
50, Route Nationale - Apt 5  
Immeuble Virapiran  
97412 BRAS-PANON

Personne ayant le pouvoir d'engager la société envers les tiers :  
M. D'EUWELHER Patricia  
La société sera immatriculée au RCS de SAINT-DENIS en cours d'immatriculation

711417

## AVIS DE CONSTITUTION

Dénomination :  
LE PRESTIGE BOURBON RECEPTION  
Non commercial  
Le GLACIER DU PRESTIGE  
Forme juridique : SARL  
Capital social : 100 euros  
Siège social : 100, Route Nationale  
Local 1 - Immeuble Virapiran  
97412 BRAS-PANON

Objet : Organisation événementielle, location de salles de réception, traiteur, restauration rapide, snack, glaciers, vente de boissons

Durée : 99 ans  
Gérant : M. M. D'EUWELHER Patricia  
50, Route Nationale - Apt 5  
Immeuble Virapiran  
97412 BRAS-PANON

Personne ayant le pouvoir d'engager la société envers les tiers :  
M. D'EUWELHER Patricia  
La société sera immatriculée au RCS de SAINT-DENIS en cours d'immatriculation

711417

## AVIS DE CONSTITUTION

Dénomination :  
LE PRESTIGE BOURBON RECEPTION  
Non commercial  
Le GLACIER DU PRESTIGE  
Forme juridique : SARL  
Capital social : 100 euros  
Siège social : 100, Route Nationale  
Local 1 - Immeuble Virapiran  
97412 BRAS-PANON

Objet : Organisation événementielle, location de salles de réception, traiteur, restauration rapide, snack, glaciers, vente de boissons

Durée : 99 ans  
Gérant : M. M. D'EUWELHER Patricia  
50, Route Nationale - Apt 5  
Immeuble Virapiran  
97412 BRAS-PANON

Personne ayant le pouvoir d'engager la société envers les tiers :  
M. D'EUWELHER Patricia  
La société sera immatriculée au RCS de SAINT-DENIS en cours d'immatriculation

711417

## AVIS DE CONSTITUTION

Dénomination :  
LE PRESTIGE BOURBON RECEPTION  
Non commercial  
Le GLACIER DU PRESTIGE  
Forme juridique : SARL  
Capital social : 100 euros  
Siège social : 100, Route Nationale  
Local 1 - Immeuble Virapiran  
97412 BRAS-PANON

Objet : Organisation événementielle, location de salles de réception, traiteur, restauration rapide, snack, glaciers, vente de boissons

Durée : 99 ans  
Gérant : M. M. D'EUWELHER Patricia  
50, Route Nationale - Apt 5  
Immeuble Virapiran  
97412 BRAS-PANON

Personne ayant le pouvoir d'engager la société envers les tiers :  
M. D'EUWELHER Patricia  
La société sera immatriculée au RCS de SAINT-DENIS en cours d'immatriculation

711417

## AVIS DE CONSTITUTION

Dénomination :  
LE PRESTIGE BOURBON RECEPTION  
Non commercial  
Le GLACIER DU PRESTIGE  
Forme juridique : SARL  
Capital social : 100 euros  
Siège social : 100, Route Nationale  
Local 1 - Immeuble Virapiran  
97412 BRAS-PANON

Objet : Organisation événementielle, location de salles de réception, traiteur, restauration rapide, snack, glaciers, vente de boissons

Durée : 99 ans  
Gérant : M. M. D'EUWELHER Patricia  
50, Route Nationale - Apt 5  
Immeuble Virapiran  
97412 BRAS-PANON

Personne ayant le pouvoir d'engager la société envers les tiers :  
M. D'EUWELHER Patricia  
La société sera immatriculée au RCS de SAINT-DENIS en cours d'immatriculation

711417

## AVIS DE CONSTITUTION

Dénomination :  
LE PRESTIGE BOURBON RECEPTION  
Non commercial  
Le GLACIER DU PRESTIGE  
Forme juridique : SARL  
Capital social : 100 euros  
Siège social : 100, Route Nationale  
Local 1 - Immeuble Virapiran  
97412 BRAS-PANON

Objet : Organisation événementielle, location de salles de réception, traiteur, restauration rapide, snack, glaciers, vente de boissons

Durée : 99 ans  
Gérant : M. M. D'EUWELHER Patricia  
50, Route Nationale - Apt 5  
Immeuble Virapiran  
97412 BRAS-PANON

Personne ayant le pouvoir d'engager la société envers les tiers :  
M. D'EUWELHER Patricia  
La société sera immatriculée au RCS de SAINT-DENIS en cours d'immatriculation

711417



## LE PORT

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

ENQUÊTE PUBLIQUE PORTANT SUR LA MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE LE PORT.

Par arrêté municipal n°2023-818 AM en date du 16/08/2023, Monsieur le Maire de la commune de Le Port a ordonné l'ouverture d'une enquête







Aurora 7

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA RÉUNION



Saint-Denis, le

19 SEPT 2023

Direction Générale Adjointe  
Ville Citoyenne

La Maire de Saint-Denis

Direction de la Réglementation

A

Monsieur le Préfet

Préfecture de La Réunion

Secrétariat général

Service de la coordination des politiques publiques

Bureau de la coordination

et des procédures environnementales

Affaire suivie par : Direction de la Réglementation

Agent : C de B/2023 - Hôtel de Ville Affichage

Tél. : 0262 400610 - Fax : 0262 400670

VILLE DE SAINT-DENIS - ÎLE DE LA RÉUNION

**CERTIFICAT D’AFFICHAGE**

Publicités réglementaires obligatoires de la Préfecture La Réunion

La Maire de la commune de Saint-Denis,

Certifie avoir procédé à l’affichage en date du 02 août 2023 jusqu’au 13 septembre 2023 inclus, à l’Hôtel de Ville :

- L’Avis d’enquête publique relatif au projet de réalisation de la maison de fraternité et inclusion sociale (MFSI) avec reconstruction et regroupement de l’hébergement de nuit ;
- L’Arrêté Préfectoral N°2023-1539/SG/SCOPP/BCPE du 24 juillet 2023 prescrivant l’ouverture d’une enquête d’utilité publique relative au projet de réalisation de la maison de fraternité et inclusion sociale (MFSI) avec reconstruction et regroupement de nuit, sur le territoire de la commune de Saint-Denis.

Pour la Maire et par délégation  
DGA – Ville Citoyenne  
Direction de la Réglementation

  
Natacha ROMNAIN

LIBERTÉ

ÉGALITÉ

FRATERNITÉ



**ENQUETE PUBLIQUE du 28 août au 13 septembre 2023****Dossier n° E23000017 / 97**

**Enquête publique au titre du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, concernant le projet de réalisation de la maison de la Fraternité et de l'Inclusion Sociale (M.F.I.S.) avec reconstruction et regroupement de l'hébergement de nuit, sur le territoire de la Commune de Saint-Denis.**

---

## PROCES VERBAL DE SYNTHESE

---

Conformément aux prescriptions réglementaires relatives à l'enquête publique, j'ai l'honneur de vous remettre le procès-verbal de synthèse destiné à porter à votre connaissance les observations exprimées par le public au cours de l'enquête publique menée conformément à L'arrêté n° 2023-1539/SG/SCOPP/BCPE en date du 24 juillet 2023 de M. Le Préfet de La Réunion et à la décision n° E23000017/97 du 13 juillet 2023 de M. le Président du tribunal administratif de La Réunion.

Je me permets de vous rappeler que vous disposez d'un délai réglementaire de 15 jours à compter de ce jour, vendredi 15 septembre 2023, pour produire un mémoire en réponse aux points soulevés dans le présent procès-verbal.

L'enquête publique s'est déroulée du lundi 28 août à 9h00 au mercredi 13 septembre 2023 16h00, à la mairie de Saint-Denis, 2 rue de Paris.

J'ai clôturé cette consultation à la fin de la dernière permanence qui s'est tenue au même lieu, le mercredi 13 septembre 2023 à 16h00.

L'enquête publique s'est déroulée dans de bonnes conditions matérielles et d'accueil.

Aucun courrier ne m'a été adressé pendant toute la durée de l'enquête.

Au cours des permanences, une observation a été consignée sur le registre, émanant du représentant du propriétaire d'une des parcelles concernées par le projet. Le relevé d'un message téléphonique reçu par le standard de la mairie de Saint-Denis m'a aussi été transmis.

Le procès-verbal de synthèse reprend cette observation, le message et les questions du commissaire enquêteur sur le projet.



## 1- OBSERVATIONS RECUES

Amara 8-2

**Observation N°1 (UNIQUE)** de : M. PICARDO Dominique, agissant au nom de Mme PICARDO née Marville Paulette (Parcelle AP 0213). Relevé du registre :

*« Je tiens à signaler que le propriétaire de cette parcelle est Mme PICARDO Paulette, domiciliée 13, rue Louis Jessu à Sainte-Clotilde et que la succession a été confiée au cabinet MACE/PATEL, notaires à Saint-Denis. Nous aimerions des suites de la procédure mise en place. Je précise que le local est occupé par Mme MARA Hébergée. »*

*Agissant pour Mme PICARDO Paulette*

*Dominique PICARDO, 13, rue Louis Jessu -97490 Sainte Clotilde +2620692851869 »*

Le 28/08/2023 à 11h48 – Signature

Commentaire du commissaire enquêteur : M. PICARDO Dominique souhaite être informé de la suite de la procédure mise en place et n'a pas manifesté d'opposition au projet.

Question du commissaire enquêteur : M. PICARDO Dominique souhaite être informé de la suite de la procédure mise en place et n'a pas manifesté d'opposition au projet.

Dans le dossier d'enquête de la mairie, les deux parcelles concernées par l'expropriation AP0212 et AP0213 sont déclarées "en friches" si c'est le cas pour la parcelle AP0212, il n'en est pas de même pour la parcelle AP0213 sur laquelle se trouve une maisonnée habitée par une dame âgée qui n'a pas voulu donner son identité ni celle du propriétaire des lieux. Par la suite M PICARDO lors de son observation au registre d'enquête a précisé que le terrain appartenait à sa mère et que cette dame dénommée MARA était effectivement hébergée.

Aviez-vous eu connaissance de cela, et pourquoi il n'y a aucune mention dans le dossier ? et comment envisagez-vous la suite pour cette dame ?

### **Message reçu par le standard de la mairie de Saint-Denis de :**

Mme BOUCOU NEE CAIRATY Paulette, téléphone 0160756649, et demeurant en métropole, mél : leonardboucou@free.fr.

Message reçu : *« Bonjour Mme (En métropole) a reçu la photo d'une affiche de l'urbanisme pour un avis d'enquête sur un terrain familial parcelle 226 rue Maréchal Leclerc/vers le Butor signale que ce terrain est sous le nom de sa défunte mère, Mme CAIRATY Marie Thérèse. Cordialement »*

J'ai pu vérifier que le numéro de téléphone et l'adresse mél donnés par Mme BOUCOU étaient corrects. Par téléphone elle m'a confirmé son appel et a précisé qu'elle avait rappelé la mairie pour me joindre lors de la dernière permanence, mais sans succès, pour préciser qu'en fait la parcelle concernée était le 212 et non le 226, précision qu'elle a confirmée par courriel au message d'informations que je lui avais transmis : *« j'ai bien reçu votre message, je me suis trompé de lot, il sagit du lot 212 au 352 rue du maréchal LECLERC, Je souhaite avoir plus d'informations sur cette enquête. Je vous remercie par avance. »*

Son adresse en métropole est la suivante : 34, Chemin des Jardins 91250 Saintry-Sur-Seine (ESSONNE)

Observations du commissaire enquêteur : Pouvez-vous vérifier s'il s'agit bien de la parcelle AP 0212 impactée par l'enquête ?



## 2- QUESTIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

### 1- Déroulement de l'opération –

Le dossier ne donne pas de détails sur le déroulement de l'opération. Il n'est pas fait mention du devenir de la structure et de ses bénéficiaires pendant les travaux, ni de leur durée, pouvez-vous apporter des précisions sur les mesures qui seront mises en place pendant la phase travaux ?

### 2- Fouilles préventives

Dans la pièce H « annexes », les services des finances publiques de La Réunion précisent que l'évaluation des dépenses ne tient pas compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme de plomb ou de pollution des sols. Ces estimations ont-elles été réalisées, et si c'est le cas, de quel montant sont-elles ?

### 3- Les bénéficiaires de la MFIS

Les usagers bénéficiaires de la structure sont-ils tous dionysiens ou bien y a-t-il des personnes extérieures à la commune ?

Par ailleurs à combien est estimé la « population des sans-abris » hommes et femmes ?

Comment sont calculées les nuitées par rapport au chiffre annoncé de 7371 ? Est-ce que cela inclut l'accueil réalisé par le centre d'hébergement de la rue Monthyon ?

### 4- Maitrise Foncière

La maitrise foncière des parcelles visées par le projet est en cours, pouvez-vous indiquer quelles sont celles qui sont déjà acquises et celles qui devront faire l'objet d'une expropriation ?

### 5- Réalisation de la construction et accueil des Femmes

Le dossier ne présente qu'une simple esquisse de la construction : à quel moment les plans de la structure seront-ils réalisés ? Par ailleurs comment va s'articuler dans le bâtiment principal l'accueil des femmes ?

### 6- Capacité d'accueil

Le nombre de lits actuels des abris de la ruelle Turpin est de 9 chambres pour les hommes et aucune pour les femmes, à combien de lits (hommes et femmes) au total le nouveau projet va-t-il compter ?

Saint-André le 15 septembre 2023  
Le Commissaire Enquêteur  
Richel SACRI





Annex 9-1

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

A Saint-Denis, le 25.09.2023



DIRECTION GENERALE ADJOINTE  
VILLE ECOLOGIQUE  
Affaire suivie par Frédéric LANGLADE  
☎ : 0262 98 32 26  
📠 : 0262 40 07 90  
N/Réf : DGA-VE/DGP/FL/2023-04  
N° de dossier : E23000017/97

A l'attention de Monsieur Richel SACRI  
Commissaire Enquêteur

**Objet : Réponses au PV de synthèse datant du 15 septembre 2023 - Dossier n° E23000017 / 97**

## 1- OBSERVATIONS RECUES

**Observation N°1 (UNIQUE)** de : M. PICARDO Dominique, agissant au nom de Mme PICARDO née Marville Paulette (Parcelle AP 0213). Relevé du registre :

*« Je tiens à signaler que le propriétaire de cette parcelle est Mme PICARDO Paulette, domiciliée 13, rue Louis Jessu à Sainte-Clotilde et que la succession a été confiée au cabinet MACE/PATEL, notaires à Saint-Denis. Nous aimerions des suites de la procédure mise en place. Je précise que le local est occupé par Mme MARA Hébergée. »*

*Agissant pour Mme PICARDO Paulette  
Dominique PICARDO, 13, rue Louis Jessu -97490 Sainte Clotilde +2620692851869 »*

Le 28/08/2023 à 11h48 – Signature

Commentaire du commissaire enquêteur : M. PICARDO Dominique souhaite être informé de la suite de la procédure mise en place et n'a pas manifesté d'opposition au projet.

Question du commissaire enquêteur : Dans le dossier d'enquête de la mairie, les deux parcelles concernées par l'expropriation AP0212 et AP0213 sont déclarées "en friches". Si c'est le cas pour la parcelle AP0212, il n'en est pas de même pour la parcelle AP0213 sur laquelle se trouve une maisonnée habitée par une dame âgée qui n'a pas voulu donner son identité ni celle du propriétaire des lieux. Par la suite M PICARDO lors de son observation au registre d'enquête a précisé que le terrain appartenait à sa mère et que cette dame dénommée MARA était effectivement hébergée.



Auras 9-2

Aviez-vous eu connaissance de cela, et pourquoi il n'y a aucune mention dans le dossier ? Et comment envisagez-vous la suite pour cette dame ?

Pour la ville, cette personne est dans un bâtiment situé sur la parcelle AP0206p, appartenant à la SIDR, petite maison en béton.

C'est d'ailleurs parce qu'elle était occupée que l'EPFR n'a pas voulu l'acquérir et a demandé une division de parcelle. La construction sur la parcelle AP 0213 est, quant à elle, en mauvais état.

Cette personne sera accompagnée dans un relogement, dans le cadre de PRUNEL (comme cela a déjà été fait pour plus de 250 familles).

Aussi la recherche d'héritiers étant complexe, elle fera l'objet d'un approfondissement lors de la prochaine étape, s'agissant de l'enquête parcellaire si celle-ci a bien lieu.

**Message reçu par le standard de la mairie de Saint-Denis de :**

Mme BOUCOU NEE CAIRATY Paulette, téléphone 0160756649, et demeurant en métropole,  
mél : leonardboucou@free.fr.

Message reçu : « *Bonjour Mme (En métropole) a reçu la photo d'une affiche de l'urbanisme pour un avis d'enquête sur un terrain familial parcelle 226 rue Maréchal Leclerc/vers le Butor signale que ce terrain est sous le nom de sa défunte mère, Mme CAIRATY Marie Thérèse. Cordialement* »

J'ai pu vérifier que le numéro de téléphone et l'adresse mél donnés par Mme BOUCOU étaient corrects. Par téléphone elle m'a confirmé son appel et a précisé qu'elle avait rappelé la mairie pour me joindre lors de la dernière permanence, mais sans succès, pour préciser qu'en fait la parcelle concernée était le 212 et non le 226, précision qu'elle a confirmée par courriel au message d'informations que je lui avais transmis : « *j'ai bien reçu votre message, je me suis trompé de lot, il s'agit du lot 212 au 352 rue du maréchal LECLERC, Je souhaite avoir plus d'informations sur cette enquête. Je vous remercie par avance.* »

Son adresse en métropole est la suivante : 34, Chemin des Jardins 91250 Saintry-Sur-Seine (ESSONNE)

**Observations du commissaire enquêteur :** Pouvez-vous vérifier s'il s'agit bien de la parcelle AP 0212 impactée par l'enquête ?

Oui, cette parcelle fait bien partie à la fois de l'enquête publique et du périmètre de projet de reconstruction de la MFIS et du regroupement avec l'abri de nuit.



## 2- QUESTIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

### 1- Déroulement de l'opération –

Le dossier ne donne pas de détails sur le déroulement de l'opération. Il n'est pas fait mention du devenir de la structure et de ses bénéficiaires pendant les travaux, ni de leur durée, pouvez-vous apporter des précisions sur les mesures qui seront mises en place pendant la phase travaux ?

Durant la phase de travaux, aucune des deux structures ne sera impactée dans le scénario retenu puisque les travaux qui consistent à regrouper la nouvelle MFIS (au rez-de-chaussée) et le nouvel hébergement de nuit (au 1er étage) se feront juste à côté de l'actuelle MFIS (cf. implantation ci-dessous, où l'actuelle MFIS est représentée en rose et l'emprise du futur projet de regroupement des deux structures est représenté en jaune).



Les deux établissements pourront donc continuer à recevoir le public durant la phase des travaux, qui selon le planning prévisionnel, devraient se faire de mars 2025 à mars 2026 (soit 1 an), pour un déménagement en avril 2026.

Mesures qui seront mises en place pendant la phase travaux: le chantier sera arrosé, protégé et clôturé durant la période des travaux. Il aura donc un impact uniquement sur les plages horaires de l'accueil du public de la MFIS de 10h à midi.



## 2- Fouilles préventives

Dans la pièce H « annexes », les services des finances publiques de La Réunion précisent que l'évaluation des dépenses ne tient pas compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme de plomb ou de pollution des sols. Ces estimations ont-elles été réalisées, et si c'est le cas, de quel montant sont-elles ?

L'évaluation des dépenses indiquée sur l'avis du domaine (pièce H annexes) ne tient effectivement pas compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive et des diagnostics cités ci-dessus.

En effet, ces diagnostics seront inclus dans les missions de la maîtrise d'œuvre, dont le budget est présenté en pièce G « Estimation sommaire des dépenses ».

Toutefois et conformément à votre demande, des actions ont été récemment menées auprès des partenaires habilités, notamment auprès du service régional de l'archéologie (RSA) de la Direction des Affaires Culturelles (DAC) de La Réunion et d'une entreprise privée, en vue d'obtenir une estimation des coûts de ces recherches et diagnostics.

Ces investigations ont permis d'obtenir une estimation budgétaire comprise entre 700€ et 2 500€.

## 3- Les bénéficiaires de la MFIS

Les usagers bénéficiaires de la structure sont-ils tous dionysiens ou bien y a-t-il des personnes extérieures à la commune ?  
Par ailleurs à combien est estimé la « population des sans-abris » hommes et femmes ?  
Comment sont calculées les nuitées par rapport au chiffre annoncé de 7371 ? Est-ce que cela inclut l'accueil réalisé par le centre d'hébergement de la rue Monthyon ?

Selon linfo.re du 10 juin 2022, 952 sans-abris (hommes et femmes) sont recensés aujourd'hui, autrement-dit des personnes qui n'ont pas de toit, qui vivent dans la rue, dans les jardins publics ou encore dans les squats.

Le nombre de sans domicile fixe s'élève lui à 1608 personnes. Il s'agit d'un terme qui englobe les sans-abris, mais aussi les personnes qui se déplacent d'hébergement en hébergement, vivant chez des amis ou encore logeant dans des centres collectifs ou des hôtels.

Sur la Commune de Saint-Denis, le CCAS dénombre en moyenne 500 personnes sans domicile fixe. **Environ 70 % de ces personnes sont d'origine dionysienne. Les 30 % restant sont constitués de personnes provenant d'autres communes du bassin nord et du reste de l'île.**

Le centre d'hébergement Monthyon a une capacité de 14 places, soit à lui seul une capacité de  $14 \times 365 = 5\,110$  nuitées.

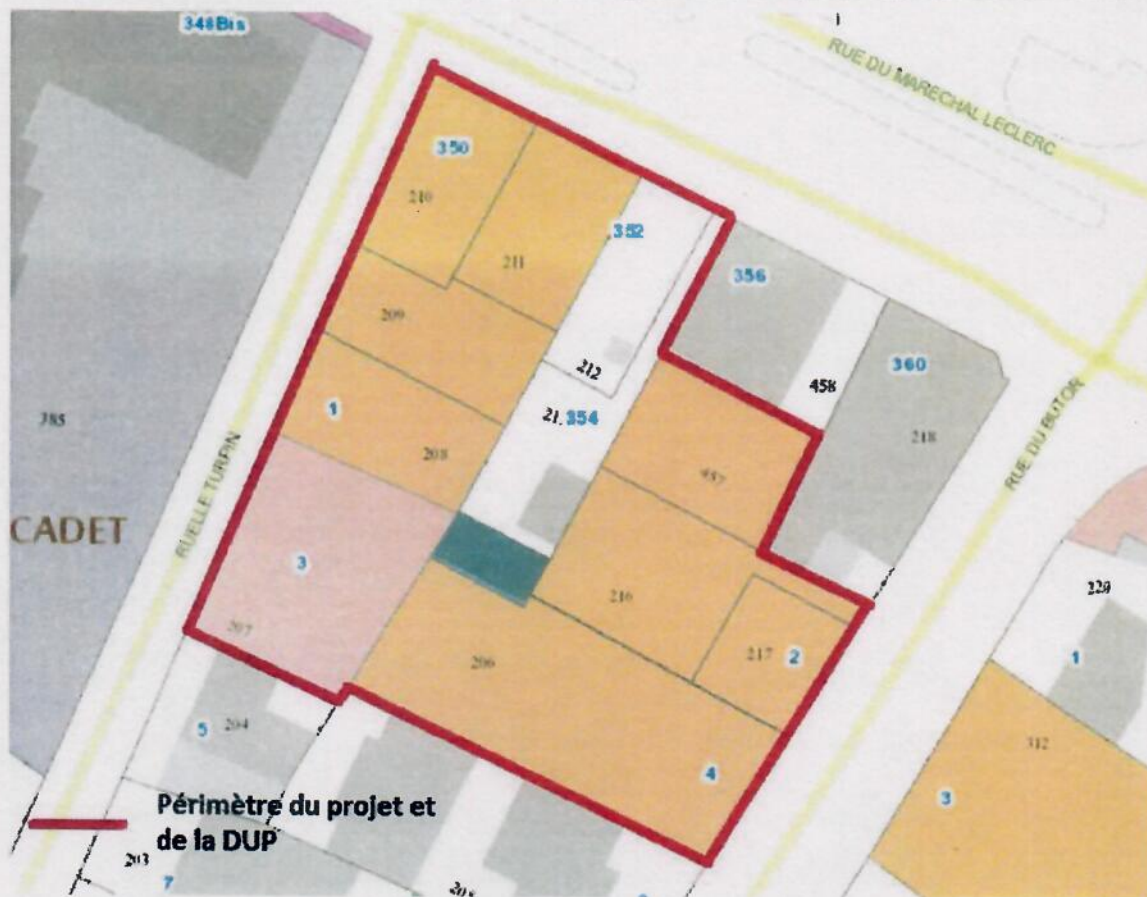
Le centre d'hébergement ruelle Turpin a une capacité de 9 places, soit à lui seul une capacité de  $9 \times 365 = 3\,285$  nuitées.

Ainsi la capacité totale actuelle est de 23 places / jour sur Saint Denis (abri de nuit), soit  $23 \times 365 = 8\,395$  nuitées annuelles. Le chiffre de 7 371 nuitées correspond au nombre de nuitées effectives sur l'année 2021. En effet parfois des bénéficiaires peuvent appeler et ne viennent pas.



**4- Maitrise Foncière**

La maîtrise foncière des parcelles visées par le projet est en cours, pouvez-vous indiquer quelles sont celles qui sont déjà acquises et celles qui devront faire l'objet d'une expropriation ?



Parcelles déjà acquises ou portées par l'EPFR	AP0206p, AP0207, AP0208, AP0209, AP0210, AP0211, AP0216, AP0217 et AP0457.
Parcelles devant faire l'objet d'une expropriation	AP0212 et AP0213.

La seconde partie de la parcelle AP206p est propriété SIDR en attente de relogement de la personne qui l'occuperait, avant un transfert à la ville.



## 5- Réalisation de la construction et accueil des Femmes

Le dossier ne présente qu'une simple esquisse de la construction : à quel moment les plans de la structure seront-ils réalisés ? Par ailleurs comment va s'articuler dans le bâtiment principal l'accueil des femmes ?

Actuellement, le projet est au stade de programme avec test de capacité sur l'emprise foncière. Au vu de l'enveloppe des travaux, le concours de maîtrise d'œuvre est obligatoire (concours faisant appel à minima à trois architectes). Il faut donc prévoir un délai moyen d'un an pour l'obtention des premiers plans. La rémunération des architectes (phase concours et phase projet) est estimée à ce jour à environ 300 000 €. La ville attendra la Déclaration d'Utilité Publique pour lancer le concours de maîtrise d'œuvre.

Concernant l'accueil des femmes: veuillez trouver ci-joint un extrait du programme concernant le futur abri de nuit, où il est bien expliqué notamment la séparation physique entre hommes et femmes. A ce stade, le programme étant confidentiel, nous vous demandons de ne pas le diffuser.

## 6- Capacité d'accueil

Le nombre de lits actuels des abris de la ruelle Turpin est de 9 chambres pour les hommes et aucune pour les femmes, à combien de lits (hommes et femmes) au total le nouveau projet va-t-il compter ?

Le nouveau projet comptera :

- 15 chambres pour les hommes
- 8 chambres pour les femmes

Soit une capacité totale de 23 chambres sur ce nouvel abri de nuit.

Le nouveau projet comportera un lit par chambre, soit une capacité de 23 lits.

**Frédéric LANGLADE**

